

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 141 - VENDREDI 4 MAI 2012

LA CANAILLE DU FAUBOURG

CQFD : Le bipartisme est ennuyeux.
Le 2 mai, la vraie vie, c'était la manif
des syndicalistes de PSA Aulnay.

AGENDA MILITANT

→ 5-17 mai

Zagreb [Forum subversif
et Festival du film subversif](#)

→ 6 mai

France [Dégager Sarkozy !](#)

→ 9 mai

Saint-Denis [Ce monde n'a aucun sens,
inventons-en un autre !](#)

→ 11 mai

Ile de France [Soirée de soutien
aux prisonniers palestiniens](#)

→ 17-19 mai

Europe [Occupy Frankfurt !](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Élections

- [Retour sur un épisode de campagne :
la "Démondialisation", Y. Lebreton](#)

- [Premier bilan à chaud, P. Zarka](#)

- [Sortir le sortant, Gauche alternative](#)

- [Première remarques sur le vote
présidentiel de 2012, R. Martelli](#)

→ Écologie

[Grévistes de la faim
à Notre-Dame-des-Landes](#)

À gauche !

D'ici peu, les dés seront jetés. Nicolas Sarkozy lance ses derniers feux, accroit le malaise, attise la rage, provoque le dégoût. En radicalisant son propos, en cultivant le ressentiment délétère, le Président sortant accélère le processus "d'italianisation" de la droite.

De ce côté-là, la perspective devient limpide : réintégrer une extrême droite à peine relookée dans le giron d'une droite extrémisée. Face à cette situation, la seule réponse humainement souhaitable est celle du refus le plus absolu, le plus déterminé et le plus large. Il n'y a aucune échappatoire envisageable, aucune réserve possible. Contre une droite de guerre civile, le vote en faveur de François Hollande se doit d'être massif. Une fois encore, ce n'est pas le seul honneur de la gauche qui est en jeu.

Ce vote sera d'autant plus dynamique et serein que, d'ores et déjà, le premier tour a ouvert un chapitre nouveau. En concentrant ses suffrages, pour la première fois depuis des années, la gauche de gauche est de retour. D'une manière ou d'une autre, c'en est fini du tête-à-tête d'une droite ultralibérale et d'une gauche sociale-libérale. Depuis si longtemps, nous nous étions habitués aux scores étriqués, aux additions mathématiquement défendables (le total de la gauche de gauche) mais politiquement inopérantes (en politique, trois fois quatre n'a jamais donné douze). Cette fois, nous avons un score à deux chiffres fixé sur un seul nom. La construction du Front de gauche, quelles qu'en soient les limites décelables, en a été la clef, tout comme le talent et l'ardeur de son candidat.

Que nous soyons encore loin du compte est évident. Que cela obligera à réfléchir sur ce qui a marché et sur ce qui n'est pas encore au point est une autre évidence. Ce seront nos questions du lendemain. Mais d'ores et déjà un possible est devenu un peu plus qu'un souhait : celui d'une gauche de gauche qui n'est pas vouée à jouer les utilités, qui peut à nouveau espérer concrètement redevenir majoritaire à gauche. Et cette gauche n'est pas seulement celles des sommets, des états-majors et des organisations. La densité des meetings et des manifestations de plein air comme l'engagement plus dense de syndicalistes, d'intellectuels et de militants associatifs ont dit, haut et fort, que peut-être commençaient à se retisser les liens du social et du politique, sous d'autres formes que celles d'hier.

Tout cela est partiel, embryonnaire, sans doute fragile. Mais nous avons trop souvent déploré ce qui empirait pour ne pas saluer avec ardeur ce qui va dans le bon sens. C'est sur ces surges prometteurs qu'il faudra s'appuyer. Nous en aurons besoin.

● Roger Martelli

Une nouvelle gauche en gestation face au capitalisme en crise

Une course de vitesse est engagée entre la montée en puissance, encore fragile, du Front de gauche et l'aggravation prévisible de la situation économique européenne et mondiale.

C'est peu dire qu'en utilisant le bulletin Hollande pour déga-ger Sarkozy, nombre d'élec-teurs n'auront pas voulu donner un chèque en blanc au candidat socialiste. Avant même le débat de mer-credi soir, entendant ses propos sur l'im-migration ou sur les drogues, beaucoup auront d'ailleurs été préoccupés par l'ali-gnement sur des positions répressives. Objectif de diminuer l'immigration éco-nomique en mettant en place des quotas de travailleurs à accueillir. Expulsion des étrangers en situation irrégulière : « *Les étrangers qui sont en situation irrégulière seront reconduits à la frontière. Je ne peux être plus clair.* » (Le manque de courage sur les centres de rétention, face à Sarkozy, a été édifiant). Opposition à l'idée formulée par François Rebsamen, responsable du pôle sécurité au sein de l'équipe du candidat, de remplacer le dé-lit de consommation de cannabis par une contravention : « *Le cannabis doit rester un interdit, donc la pénalisation est né-cessaire. Rien ne changera de ce point de vue.* » L'opportunisme du candidat so-cialiste sur ces sujets a de quoi inquiéter concernant tous les autres...

Vers un rebond de la crise ?

S'il est élu, François Hollande va rapi-dement être confronté d'une part à l'in-telligence politique d'Angela Merkel et

des dirigeants européens, d'autre part à la forte probabilité de nouvelles se-cousses de la crise financière. On peut interpréter les récents propos de la di-rigeante allemande en faveur d'une re-lance de la croissance, reprenant une idée énoncée par le président belge du

Lors des législatives, l'enjeu pour le Front de gauche est moins d'infléchir la voie proposée par François Hollande que de confirmer, dans un contexte économique calamiteux, la naissance d'une nouvelle gauche porteuse de ruptures avec le capitalisme en crise.

Conseil européen, Herman Van Rompu, de deux façons. La première est qu'elle envoie le message suivant à François Hollande, en substance : « *si vous êtes élu, je comprends que vous aurez*

besoin que nous fassions comme si nous allions renégocier les règles éco-nomiques... nous allons vous aider mais aussi vous amadouer ». La seconde est que les dirigeants européens ont en vue, notamment du fait de l'enfoncement de l'Espagne dans la récession, un nouvel approfondissement de la crise, qui né-cessitera des mesures extraordinaires : il faut se préparer à réactiver le couple-lea-der franco-allemand pour y faire face.

François Hollande, conscient qu'aux yeux de beaucoup son projet ne propose pas une véritable réorientation de la po-litique européenne, a immédiatement ré-pondu à Angela Merkel : « *Rien que pour cela, la campagne aura été utile et, si j'en suis le vainqueur, encore davantage puisque j'irai encore plus loin [sic !]. Il y aura renégociation et il y aura un pacte de croissance* ». Son message, lui aussi, peut être lu de deux manières. La premiè-re, politicienne, « *il faut que je ramène quelque chose de sérieux à Paris, faute de quoi je ne serai pas crédible, je dois donc monter la barre* ». La seconde, plus au fond : « *je vois bien que je vais arriver dans un paysage chaotique, mon pacte de croissance sera la solution* ». Cepen-dant, sa réponse à la lettre de François Bayrou aux deux finalistes de l'élection présidentielle met en avant son « *sé-rieux budgétaire* », rappelant la ●●●



●●● promesse de « ramener l'équilibre budgétaire à la fin du quinquennat », tout en confirmant la volonté d'« une réforme fiscale d'envergure » destinée à « rendre à l'État les ressources dont il a été privé au bénéfice d'intérêts particuliers. »

Jusqu'à présent, nous pouvions résumer ainsi les intentions de François Hollande : naviguer entre sa promesse de renégociation du traité européen (le fameux "volet croissance") et son accord sur l'idée que la lutte contre l'endettement des États doit être au cœur de sa politique économique. Mais voilà que pourrait s'inviter au cœur de l'agenda européen un imprévu de taille : une déflagration économique mettant à terre les fausses solutions à la crise des technocrates de Bruxelles.

Certains anticipent cette situation. Ainsi, Pierre Larrouturou (économiste proche de Michel Rocard, passé du PS à EELV, aujourd'hui sans carte) vient de lancer avec plusieurs intellectuels et personnalités un collectif "Roosevelt 2012". Il évoque un « possible effondrement du système économique », souligne que « le PS et l'UMP ne peuvent pas continuer à tout miser sur le retour de la croissance » et que l'on « ne pourra pas sortir de la crise sans s'attaquer radicalement

au chômage et à la précarité ». Il formule une série de propositions autour de la mise en cause des « privilèges incroyables des banques privées dans le financement de la dette publique », de la lutte contre les paradis fiscaux, de l'organisation d'États généraux pour l'emploi pour « bâtir un nouveau contrat social »...

Pour le Front de gauche, une nouvelle période peut s'ouvrir, où il ne sera ni dans la majorité présidentielle ni dans l'opposition, ni simple regroupement de protestation anti-crise ni aiguillon social du Parti socialiste.

On retiendra que "Roosevelt 2012" prend, de fait, à contrepied François Hollande, qui fait de la croissance sa proposition phare vis-à-vis de l'UE ; mais, comme lui, le collectif ne met nullement en cause frontalement les traités européens, notamment celui de Lisbonne, et il est bien loin de mettre à l'ordre du jour

l'appropriation sociale des moyens de production, les questions de pouvoir ou le renforcement nécessaire des politiques et services publics (et non leur seul maintien). Et de plaider pour un « consensus très large », en se référant à l'alliance du Conseil national de la Résistance « des gaullistes aux communistes, autour de mesures de justice sociale ». De fait, le propos, virulent contre le néolibéralisme, n'est nullement dans la perspective d'un dépassement du capitalisme.

En attendant que ce débat prenne corps, la composition du premier gouvernement sous la présidence de François Hollande, gouvernement de combat tourné d'abord vers les élections législatives des 10 et 17 juin, annoncera seulement sa tactique des prochaines semaines. Choisira-t-il un gouvernement ancré à gauche, afin de tenter de récupérer une partie de l'électorat du Front de gauche, alors que ces électeurs et d'autres pourraient être intéressés à manifester leur absence d'illusions et leurs exigences sociales ? Ou choisira-t-il un gouvernement techno, destiné à ratisser large du côté de François Bayrou, en sachant pouvoir compter sur de bons reports des voix de gauche au second tour ? Un peu des deux, peut-être ?!

●●● Quels messages du Front de gauche ?

Pour le Front de gauche, la période est tout autant forte en potentialités que difficile en termes de messages à faire passer. Le premier message consistait à exprimer avec force le choix d'utiliser le bulletin de vote Hollande pour battre Sarkozy, sans esquisser là une entente de type gauche plurielle. La décision de ne pas participer aux grands rassemblements organisés par le PS entre les deux tours a permis d'aller dans ce sens, marquant l'autonomie du Front de gauche.

Le second message va consister maintenant à affirmer sa ligne pour les élections législatives : dans la continuité de la campagne de Jean-Luc Mélenchon, le Front de gauche va porter des axes et propositions de ruptures avec le libéralisme, que relaieront ses députés. Contre l'affirmation qu'il faudrait choisir une rigueur de gauche contre l'austérité de droite, l'idée-clef est qu'il n'existe pas de possibilité d'une politique alternative qui n'engagerait pas le dépassement de l'ordre économique actuel. De fait, il s'agit moins d'infléchir la voie proposée par François Hollande que de confirmer la naissance d'une nouvelle gauche, portant un projet de rupture avec le capitalisme, que le résultat du Front de gauche au premier tour de la présidentielle a commencé à révéler.

Il faut espérer que le message ne soit pas brouillé par les négociations annoncées entre le Front de gauche - ou plutôt le PC et le PG, pour le moment - et le Parti



socialiste pour avoir « des candidatures uniques de la gauche » dans les circonscriptions où existerait un risque d'absence de la gauche au second tour, en plus du désistement lorsque deux candidats de gauche et un de droite seraient qualifiés. Sur ce point, la lettre adressée par le PG au PS pour proposer la mise en place d'un « bouclier anti-droite » va-t-elle dans le sens, ou à l'encontre, d'une stratégie d'autonomie du Front de gauche ? On peut s'en inquiéter quand le PG propose au PS d'accepter une bonne représentation du FdG dans les candidatures uniques (« pour corriger dès maintenant les brutalités du scrutin majoritaire ») et de s'engager à ne voter aucune motion de censure déposée par la droite.

Troisième message, celui de l'invention d'un rôle original qui situe le Front de gauche, avec une position stratégique nouvelle : ni dans la majorité présidentielle ni dans son opposition, ni simple regroupement de protestation anti-crise ni aiguillon social du parti socialiste. Il s'agirait de promouvoir toutes les avancées émancipatrices et sociales, de réaliser la jonction entre luttes sociales et politiques institutionnelles, de favoriser un climat de conquête du pouvoir par le

peuple, en s'affranchissant des contraintes d'une participation institutionnelle qui en l'absence d'un puissant mouvement de la société a phagocyté depuis des décennies les intentions de transformation. Notons qu'une telle option, qui se dessine actuellement dans les propos des responsables des composantes du Front de gauche, mais qui reste à préciser concrètement, rompt avec les craintes formulées de longue date par le NPA, sans pour autant abandonner l'idée que des avancées partielles soient possibles sans attendre le "Grand soir".

Reste que cette stratégie, pour avoir prise sur la société, doit d'une part s'inscrire dans le contexte immédiat des prochains sursauts de la crise, d'autre part continuer le travail d'éducation populaire pour mettre au goût du jour les termes positifs d'une alternative. Cela sans être parasitée par des messages contraires. Dans les - seulement - cinq semaines de campagne pour les législatives, il s'agira d'affirmer la nécessité d'une rupture politique, à construire par l'élargissement du Front de gauche, par les scores des 10 et 17 juin et au-delà des élections.

● Gilles Alfonsi

De l'anti-sarkozysme à un nouvel anticapitalisme

Bien au-delà de l'utilisation du bulletin Hollande pour dégager Sarkozy, l'enjeu de la période qui s'ouvre est de fonder un anticapitalisme exigeant qui nourrira l'affrontement avec les puissances financières.

Les questions qui sont aujourd'hui posées au Front de gauche : Affirmer sa vocation majoritaire, le Front de gauche n'a pas pour objectif d'être un aiguillon de la social-démocratie, il doit s'atteler à rassembler largement, majoritairement la gauche sur une politique alternative. C'est par rapport à cet objectif que nous devons travailler. Se pose alors la question, comment y parvenir ?

Trop ou pas suffisamment de radicalité ?

Certains pensent que nous en faisons trop sur la radicalité et c'est cela qui restreindrait les bases du rassemblement, autrement dit le haut niveau des solutions pour sortir de la crise et rompre avec le capital ne serait pas acceptable pour tous, et dès lors aurait plus tendance à effrayer qu'à rassembler, donc pour parvenir à un rassemblement majoritaire, nous devrions en rabattre, baisser la barre. Je ne partage pas ce point de vue, et je suis d'accord avec Pierre Zarka qui écrit « *Plus on souffre, moins on supporte l'existant* » et « *tout ce qui donne le sentiment d'être dans la conformité ne mérite pas le déplacement* ».

C'est quoi au juste ce que nous appelons la radicalité ? Un slogan, des phrases ronflantes de dénonciation du capitalisme ou un corpus théorique et

idéologique visant à prendre sur toutes les questions le contre-pied du capital ? La capacité sur le plan idéologique et politique de faire vivre en permanence l'alternative, c'est-à-dire l'autre regard, l'autre point de vue qui s'inscrit dans la cohérence d'un projet de société, qui doit être identifié par le plus grand nombre comme l'autre société, caractérisée comme sociale, démocratique, solidaire, citoyenne. Faire vivre dans les discours et dans les luttes un nouvel anticapitalisme, qui place au centre sur toutes les questions le clivage capital/travail, qui rend évidente notre volonté de basculer dans autre chose.

Le Front de gauche doit innover, expérimenter en sortant des sentiers battus du 20^{ème} siècle, en définissant une nouvelle conception du travailler ensemble afin de devenir un espace politique de type nouveau.

L'antisarkozysme a, depuis cinq ans, été le ressort de toutes les mobilisations, le 6 mai, nous souhaitons tous que le



Président candidat soit dégagé. Si cela arrive, nous serons nombreux à nous en féliciter, car sans atteindre cet objectif, rien n'est possible. Cependant, quel que soit le résultat des élections, les puissances financières seront toujours là, bien décidées à appliquer leurs remèdes : libéralisation de l'économie poussée jusqu'au bout, réduction du poids de l'État, concurrence, privatisation... Et nous irons dans les mois qui viennent vers un inexorable affrontement, les plans de rigueur seront mis en œuvre et le choix pour notre peuple sera : acceptation ou refus. Comment nos dirigeants vont-ils sortir des contradictions les plus actuelles que développe le capitalisme contemporain : avec ●●●

Réunion
publique

Mercredi 9 mai à 19h

à la Bourse du Travail de Saint-Denis (93),
Métro Saint Denis Porte de Paris.

Ce monde n'a aucun sens, inventons-en un autre !

La crise refait surface ces dernières semaines, prenant en étau aujourd'hui l'Espagne et menaçant la France. Les ravages sociaux, les attaques contre la démocratie, les politiques xénophobes se développent partout en Europe.

La grande fatigue du capitalisme ne se réglera pas au lendemain des élections présidentielles.

Aucune voix ne doit manquer le 6 mai pour dégager Sarkozy.

Au-delà, notre perspective est de constituer un bloc anti-austérité utile et efficace. Nous devons ainsi poursuivre les convergences avec tous ceux qui refusent les politiques de rigueur, en toute indépendance du PS.

Pour y parvenir, la dynamique autour de la campagne de Jean-Luc Mélenchon et du Front de Gauche, dans sa dimension sociale et politique, est un point d'appui substantiel. Il faut prolonger et étendre l'effort engagé.

C'est le système capitaliste tout entier qu'il faut remettre en cause.

Nous voulons regrouper tous ceux qui veulent lutter contre lui pour défendre ensemble nos idées internationalistes, écologistes, autogestionnaires, féministes, antiracistes...

C'est la tâche à laquelle nous devons tous nous atteler au lendemain de l'élection présidentielle.

À l'invitation de :

Christophe Aguiton, militant syndical et associatif,
Clémentine Autain, FASE (Fédération pour une alternative sociale et écologique),
Jean-Jacques Boislaroussie, Les Alternatifs,
Jean-Michel Drevon, militant syndical et associatif,
Jacqueline Fraysse, députée,
Razmig Keucheyan, sociologue,
Stéphane Lavignotte, militant écologiste,
Myriam Martin, militante de la Gauche anticapitaliste, courant unitaire pour l'écocapitalisme, ancienne porte-parole du NPA.

pour favoriser le mouvement conscient et autonome de notre peuple dans l'action pour ses droits et son émancipation (C'est comme cela que j'ai compris le slogan de campagne "Prenez-le pouvoir" qui ne doit pas se transformer en "Donnez-nous le pouvoir".)

Le Front de gauche doit pérenniser son existence, marquer le paysage politique en dehors des périodes électorales (la révolution citoyenne, ce n'est pas la même chose que la révolution par les urnes, qui fut pendant un temps le slogan du Parti de gauche). L'élection est un moment important et particulier dans la lutte des classes, et non un aboutissement.

Le Front de gauche doit devenir un rassemblement populaire qui tire sa richesse et sa force de la diversité de ses composantes en mêlant en son sein toutes les cultures de la transformation de la société. Pour cela, il doit ouvrir en grand les portes pour que les citoyens sans carte l'investissent et en deviennent la colonne vertébrale. Il se doit d'innover, d'expérimenter en sortant des sentiers battus du 20^{ème} siècle en définissant une nouvelle conception du travailler ensemble afin de devenir un espace politique de type nouveau, un fédérateur d'énergie qui permet à chacun de compter, de s'engager à son rythme et à sa façon. Le 6 mai, rien ne s'arrête, tout commence.

●●● d'un côté les marchés et l'exigence d'austérité, de l'autre l'impératif de relance pour éviter la spirale de la récession ? Il n'y a pas d'autres voies que celle de subir la saignée ou de rompre avec les logiques qui ont conduit à la financiarisation. De fait il y aura une radicalisation.

Ni dans l'opposition, ni dans la majorité

L'immense acquis du Front de gauche est d'avoir remis le peuple dans la rue, d'avoir réussi à unifier les forces de la radicalité éparpillées et en voie de disparition depuis 2007. Il doit à présent devenir le pôle d'une résistance inventive et constructive pour favoriser une contre-offensive de notre peuple.

Attention alors de ne pas tout attendre des institutions, de ne pas reproduire les erreurs du passé, une majorité de députés, même déterminés, ne sortira pas le pays des griffes de la finance sans l'irruption du peuple sur la scène politique. Les élus doivent être des partenaires et non des sauveurs suprêmes. Plus le groupe Front de gauche sera fort à l'Assemblée Nationale et plus notre peuple disposera d'appuis, de partenaires dans le combat contre les puissances financières et les politiques de soumission à leurs intérêts. Pour jouer ce rôle les élus du Front de gauche ne devront être (dans l'hypothèse d'un gouvernement de gauche) ni dans l'opposition ni dans la majorité Présidentielle. Ils sont les partenaires sur lesquels on peut compter

● **Bernard Calabuig**

Photos : © www.phototheque.org

Quel second tour ?

Si pour celles et ceux qui se retrouvent avec *Cerises*, le vote du second tour ne prête pas à hésitation, il est bon d'en préciser les buts qui ne se limitent pas à la défaite de Sarkozy. Non pas que l'on puisse attendre de Hollande ce qu'il n'a même pas promis - comme il aime à le répéter - mais il s'agit de l'état d'esprit de celles et ceux qui auront besoin d'agir.

La campagne avec ses invectives tend à gommer une part importante de l'enjeu. Partout en Europe le refus de ce que l'on appelle pudiquement la rigueur ou l'austérité continue de grandir: en Islande, Espagne, Italie, Portugal, Grèce, Tchékie, Hongrie et même dans ce modèle qu'est l'Allemagne pour les tenants de l'austérité. On peut y joindre les USA, le Québec et une part de l'Amérique latine. Grandit dans les mêmes proportions la certitude que ce type de mesure détruit l'emploi et aggrave la crise. Au point que Bruxelles, une part de la presse et même d'Angela Merkel, se contorsionnent pour donner le change en évoquant des mesures pour la relance. Cette poudre aux yeux, loin de calmer les esprits est la preuve encourageante que ce refus est la bonne voie. Il faut dire que la farce est tellement grosse, que les lapsus fleurissent. A propos de l'Italie et de l'Espagne, "on" nous explique très sérieusement que la liberté de licencier est bonne pour l'emploi (sic), que pour sauver notre modèle social il faut cesser de le financer (re-sic) et, à propos de la Grèce et de la France, que la crise pousse vers l'extrême-droite (encore sic).

La généralisation du mouvement, la révélation de salaires à un euro de l'heure en Allemagne ou de la faiblesse de sa protection sociale ont raison du mythe du coût du travail. Quelques repères peuvent servir à la fois d'objectifs et de terrains de rassemblement : alors que la productivité du travail en France est incomparable avec celle des années dites des "trente glorieuses", qu'elle côtoie celle des USA, plus de 60 % des profits des entreprises ne vont ni au travail, ni aux salaires, ni aux

services publics ou à l'impôt mais partent en dividendes et en spéculation. L'argent ainsi détourné - détourné, puisqu'il provient du travail - et gâché dans la bulle financière représente plusieurs fois le budget de l'État. Qui des puissances d'argent ou du peuple a le pouvoir reste la clé.

Le premier enjeu du second tour est donc de savoir si les idées qu'a portées le Front de gauche à ce sujet vont s'évaporer ou si, au contraire, stimulés par une défaite de Sarkozy, les mouvements vont s'en saisir et en faire des objets de rassemblement. C'est parce qu'il a bien compris le danger de voir dépassée la vieille dissociation du syndical et du politique que Sarkozy exerce cette pression sur les syndicats, les sommant de renoncer à investir le champ des réponses aux revendications. "Faites du social et pas de politique", comme si être syndicaliste empêchait d'être citoyen. C'est par là-même faire pièce à la brutalité haineuse de ses propos et à sa volonté d'opposer les gens entre eux.

Cela dégage un second enjeu. La présidentielle va-t-elle nous enfermer dans un espace institutionnel, donc franco-français, ou le caractère de la défaite de Sarkozy va-t-il être marqué du sceau de l'investissement de l'espace politique institué par le mouvement populaire, faisant ainsi écho aux élections andalouses, peut-être demain à la Grèce? Quand on se souvient de l'impact en France des révolutions arabes, des Indignés espagnols et des anticapitalistes américains, on imagine l'impact international d'un tel investissement chez nous. Si le clivage gauche-droite ne masque plus le clivage société-capitalisme, d'avoir tous le même adversaire sortira les luttes populaires des frontières. On nous objecte souvent la mondialisation, ne peut-elle pas de changer de camp? Comme l'a dit Mélenchon, il n'y a rien à négocier pour le second tour : nous restons libres de nos mouvements. Voilà un enjeu sans ambiguïté.

● Pierre Zarka

Le doigt dans le clafoutis

Qui a traversé le Sahara a appris la valeur de l'eau

Dimanche, donc : "devoir" électoral. Je n'ai malheureusement pas trouvé d'autre mot. Afin de ne plus entendre ce nom : Sarkozy, j'utiliserai le bulletin Hollande. Pour me débarrasser, avec des millions d'autres personnes, d'un personnage antisocial, cynique, destructeur et de plus en plus nauséabond. Sans enthousiasme et sans hésitation. Et puis basta. Comment développerions-nous en effet un projet neuf et indépendant à la gauche du PS sur une défaite électorale de la gauche ? Je nous le demande.

Sur le fond, la défaite de la droite ne me semble pas acquise, tant les idées les plus réactionnaires sont vivaces dans la société. Quant à l'orage de l'extrême-droite, il a été assez fort pour couvrir notre chant sur une musique où nous étions bien seuls contre le Front national... Voilà où mène le vote dit utile grâce à ceux qui le pratiquent depuis tant et tant d'années : au renforcement du poids idéologique du FN. Quand on sait qu'au 1er tour près de 30 % des électrices et électeurs de François Hollande ont hésité à voter pour Mélenchon et le Front de gauche... qu'elles et ils fassent le calcul, y compris politique. Comment, par ailleurs, retrouver ses idées à la sortie d'un bureau de vote quand on les abandonne à l'entrée ?

La gauche de la gauche justement. Un mirage ? Non. Une oasis, enfin ! Pas plus peut-être. Pas moins non plus. Après des

années de traversée du désert, à tirer nos chameaux, voici donc le terreau du Front de gauche irrigué sur tout le territoire. Dans plus de 70 départements, dont Paris, il dépasse les 10 %. À Strasbourg, en haut à droite : plus de 11 %... Et qui a traversé le Sahara a appris la valeur de l'eau.

Nous avons eu la force de créer le front. Ayons maintenant le front de créer la force. La gauche de ce début du 21^{ème} siècle a en effet besoin, ici et maintenant, non de capitulation face aux marchés financiers, mais d'une force de résistance au capital. Et de combat frontal, plus méthodique encore, contre l'extrême-droite. Une force cohérente, politisée, innovante, accueillante. Disciplinée ? Non. Auto-organisée plutôt. Et n'ayant pas plus besoin de jeter l'anathème sur le PS, que de Meccano électoraliste ou opportuniste.

Je ne suis pas de ceux qui croient que l'une des composantes du Front de gauche (PCF, PG, GU, FASE...) puisse être le creuset de cette nouvelle force. Celle-ci doit d'abord être à l'image des 4 millions d'électrices et d'électeurs du Front de gauche, dans leur diversité, et leur donner un pouvoir réel. Sauf à reprendre nos chameaux respectifs et à nous ensabler.

● Philippe Stierlin

L'image de la semaine

1^{er} mai 2012 Hommage à Brahim Bouarram,
29 ans, précipité dans la Seine, le 1^{er} mai 1995, par des hommes qui venaient de la manifestation du défilé du Front national.
© Mourrad Laffitte sur www.phototheque.org



Le socialisme gourmand

Dans le contexte des élections présidentielles et législatives, Paul Ariès publie *Le Socialisme gourmand, petit traité politique du Bien-vivre* (La Découverte). Un ouvrage de synthèse qui défend une objection de croissance, ancrée dans les gauches et amoureuse du bien-vivre.

Ce nouveau livre est celui d'une défaite assumée et d'un immense espoir. J'avoue avoir eu souvent, ces dernières années, la gueule de bois idéologique. Je répétais certes qu'il ne fallait pas se laisser envahir par le discours anxiogène et fataliste qui participe tant à la répression de la vie ; mais je me sentais un de ces révolutionnaires devant apprendre à vivre sans révolution. J'aurais aimé me libérer plus tôt de cette tempête pessimiste qui fait ployer les gauches, mais j'avais besoin de cet appel du grand large que représentent, après l'échec des "socialismes réels" les mouvements pour le "Bien vivre". J'avais dit que je ne finirais cet ouvrage que si j'avais la conviction que mes raisons d'espérer tenaient moins à l'optimisme de ma volonté qu'à un amoncellement de signes témoignant de quelque chose en souffrance, bref de la possibilité d'une victoire. Vitupérer ad nauseam contre l'imposture et les espoirs déçus et trahis aurait été en effet une perte de temps si les conditions n'étaient pas réunies pour apercevoir dans le ciel des divers continents les signes annonciateurs d'un nouveau socialisme, d'un socialisme de la décroissance, d'un écosocialisme, bref d'un socialisme qui préfère chanter la vie au présent à l'attente de « *lendemains qui chantent* ». Nous devons nous mettre à l'écoute de tous

ces nouveaux "gros mots" qui, à l'échelle mondiale, cherchent à ouvrir la même porte, qui tous témoignent de la volonté de rompre une sorte d'ensorcellement sémantique : le « *sumak kaway* » des indigènes indiens, le « *buen vivir* » (Bien vivre) des gouvernements équatoriens et boliviens, les « *nouveaux jours heureux* » des collectifs des citoyens-résistants (clin d'œil au programme du Conseil national de la Résistance dont le titre était *Les jours heureux*), la « *vie pleine* » de Rigoberta Menchu (Prix Nobel de la paix 1992), la « *sobriété prospère* », la « *frugalité joyeuse* » ou, encore, les « *besoins de haute urgence* » du mouvement social en Guadeloupe, etc. Je parle, pour ma part, de socialisme gourmand. Le mot m'est venu... il y a quelques temps déjà, en regardant le chef d'œuvre de Théo Angélopoulos *Alexandre le grand*, le conflit entre deux révolutions, deux socialismes. Parler de "socialisme", c'est continuer à dire que nous avons des ennemis à vaincre, autant le capitalisme que le fétichisme d'État ; c'est rappeler que les socialismes n'ont été croissantistes qu'accidentellement et qu'il est donc possible de penser un socialisme sans croissance. Parler de "gourmandise" permet d'en finir avec l'idée d'un socialisme du nécessaire qui ne va jamais sans générations sacrifiées, donc aussi sans appareil de parti ou d'État gérant

cette mal-jouissance. C'est aussi mieux identifier le mal qui nous ronge, ce travail de mort qui caractérise le capitalisme, c'est se défaire des passions tristes y compris dans nos formes d'engagement, c'est avoir foi dans les capacités de régénération des forces de vie, c'est choisir de développer des politiques qui éveillent la sensibilité, le sens moral contre les critères de performance et d'efficacité qui sont ceux du capitalisme. Le pari est que les termes accolés "socialisme" et "gourmand" enfanteront beaucoup plus que leur simple addition. Je consacre un chapitre entier à ce que je nomme le "socialisme en souffrance" : il s'agit de s'ouvrir sur quelque chose qui existe déjà au moins en creux mais que nous ne percevons pas, qui reste innombrable, non-représentable, inactuel. Je fais appel à une notion proposée par Jean-François Lyotard : une parole peut être dite "en souffrance" en raison de sa trop grande différence, lorsqu'elle échappe aux catégories de perception et de conceptualisation dominantes. Parler de socialisme en souffrance, cela veut dire que ses manifestations échappent aux catégories du sentir et du dire qui sont celles des gauches moribondes. On ne peut qu'être sidéré devant la cécité face à ce que fut le mouvement coopératif. La gauche a aussi volontairement sacrifié le syndicalisme à bases multiples et ●●●

●●● le socialisme municipal. Résultat : nous peinons à donner un sens réel à nos existences et sommes devenus sourds aux appels à la vie. Le vrai dissensus est aujourd'hui de parler la langue du plaisir avant celle de la revendication. La gauche n'a pas compris que le peuple n'aurait pas de désir à opposer au capitalisme tant qu'il n'aurait pas de droit au plaisir. Le syndicalisme a régressé lorsqu'il a cessé de faire contre-société. Le féminisme a régressé en exigeant la parité ce qui a marqué le passage de la revendication du droit au plaisir à celle du droit au pouvoir. Souvenons-nous de la consternation de la gauche sage et frigidité face aux cortèges féministes dans lesquels les manifestantes faisaient le symbole du vagin avec leurs mains. Le socialisme gourmand prend donc au sérieux l'idée que seul le désir est révolutionnaire. Il ne s'agit plus de combler un manque mais de développer les liaisons sociales : "moins de biens, plus de liens". Comme le proclamait Deleuze : « *Le désir est révolutionnaire parce qu'il veut toujours plus de connexions et d'agencements* ». La véritable particule élémentaire, ce n'est pas l'individu, c'est la liaison, le don, la gratuité. Mais en même temps, si le désir est ce qui autorise le plein déploiement de la vie, il est alors aussi ce qui permet que s'opère l'individuation de l'individu. On peut comprendre dès lors qu'il puisse y avoir de la joie dans les maquis ou durant des grèves dures, longues, à l'issue incertaine. Autant de moments où le combat exprime « *la vérité même du mouvement de l'être* » c'est-à-dire la « *jouissance de l'être comme jouissance d'être* » (R. Mishari). Sans cette jouissance d'être, le socialisme ne peut qu'être un échec. Là où le socialisme réel fut si souvent celui de la tristesse, le socialisme gourmand chemine vers une positivité existentielle ; je

dis bien chemine, non parce qu'il rencontre des obstacles, mais parce que le bonheur est un acte, pas un état. La jouissance d'être n'est pas contradictoire avec la limite. Elle n'est pas davantage rectiligne. Puisque le désir est multiple et contradictoire, le socialisme gourmand ne peut donc qu'être polymorphe, symphonique, excédentaire... C'est pourquoi le mouvement pour la réduction du temps de travail (les 32 heures, tout de suite) reste un instrument essentiel de libération. C'est pourquoi il ne peut y avoir de socialisme gourmand sans droit à un revenu garanti. Mais aucune réduction du temps de travail et aucun revenu garanti ne pourront jamais à eux seuls (nous) sortir des années du "plus de jouir" capitaliste, ne pourront résoudre nos angoisses existentielles et nous libérer des réponses capitalistes. C'est pourquoi, il nous faut construire dès maintenant des îlots de socialisme gourmand afin de casser l'imaginaire capitaliste et ce que l'imaginaire socialiste a de capitaliste. Nous devons ainsi nous libérer de ce qui restait de philosophie antique dans les "socialismes réels" et ne plus être du côté de l'ascèse. Face au rigorisme, le socialisme gourmand doit inscrire, au contraire, à son programme le droit à l'intensification et au raffinement du sensible qui n'est nullement le "jouir sans entraves". Cette thèse est féconde parce qu'elle prend le contre-pied de celle sur la soi-disant crétinisation des masses : les gens sont moins bêtes que désespérés, moins manipulés qu'insensibilisés. Les politiques du "bien vivre" que je propose ne sont pas des incitations à s'automutiler. Nous devons réapprendre des mots et des gestes pour nous rendre disponibles. Le capitalisme a pénétré en nous et nous a contaminés : notre corps est le premier territoire à libérer. Nous ne sommes pas sans

agages pour commencer ce voyage : je pourrai citer ce travail sur la sensibilité qu'est l'engagement militant, le fait que nos moi se frottent les uns aux autres dans une perspective qui n'est pas celle du profit ; je pourrai citer les mille façons de travailler autrement que développent le mouvement coopératif, l'économie sociale et solidaire, les mille façons de vivre autrement avec l'habitat autogéré, les AMAP, les SEL, les monnaies locales, le refus de la "sportivation de la vie", etc. C'est pourquoi j'invite au retour d'une gauche maquisarde, d'une gauche buissonnière mais qui fasse école, une gauche qui sache donner envie de changer de société. Je montre dans mon livre que cela ne sera possible qu'en inventant une gauche populaire, une gauche morale, une gauche de parole, qu'en renouant avec une gauche antiproductiviste. Le succès de l'Appel du "Front de gauche antiproductiviste et Objecteur de croissance" au regard de la diversité et de la qualité des signataires montre que c'est possible. Toute la stratégie de ce que je nomme le socialisme gourmand pose finalement la question du renouveau des cultures populaires entendues comme des cultures pré ou post-capitalistes.

● Paul Aries



La Découverte
Collection "Les
empêcheurs de
penser en rond"
219 p. - 17 €

Pauvreté, immigration, assistanat, fraude... : cassons les idées reçues. ATD Quart Monde diffuse un document déconstruisant point par point le discours discriminatoire sur les personnes en situation de pauvreté et les personnes étrangères « *devenues un enjeu des derniers débats de notre campagne électorale* ». Ce document peut-être téléchargé sur <http://www.atd-quartmonde.fr/Les-idees-faussees-ca-suffit>.

Ministre, procureur, juge et multinationale : même combat. Dix-neuf mois de lutte des Fralib pour préserver leur outil de travail contre Unilever. Deux victoires contre un "plan de sauvegarde de l'emploi" (comprendre : licenciements et fermeture de l'usine). Mais le juge marseillais des référés vient de débouter le comité d'entreprise dans sa demande d'annulation du dernier "PSE", n'ayant reçu ni observations de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi - document bloqué par le ministre du Travail, Xavier Bertrand ; le rapport de l'inspection du travail en rade chez le procureur de la République et accablant pour Unilever, déclare le secrétaire CGT du CE. Les Fralib ne lâchent rien. On les aide en donnant un bon coup de balai le 6 mai.

Le bruit des casseroles dans la campagne. Bettencourt, Karachi, ... le bruit des "affaires" n'aura cessé de retentir sous ce quinquennat. Et voilà que *Médiapart*, après des mois d'enquêtes, produit un article intitulé "Sarkozy-Kadhafi : la preuve du financement", ce qui déclenche aussi sec les dénégations de N.Sarkozy et ses attaques violentes contre la rédaction et, selon la presse, un dépôt de plainte. Mais « *Mediapart maintient l'intégralité de ses informations et estime que l'accusation de faux portée contre lui est une calomnie* » et dépose à son tour une plainte. Sur <http://www.mediapart.fr/> : l'article en question, le texte de la plainte et l'annonce d'une série de nouveaux articles sur le sujet.

Le meilleur tweet de la soirée du 2 mai : « *Sarkozy : le premier homme à se casser les dents sur un Flamby !* » Trêve de plaisanterie. Plutôt triste le "duel", terme des journalistes qui traduit une conception réductrice de la politique. Un président sortant agressif, hargneux, affichant clairement son islamophobie*, sa haine du "rouge", et un présidentiable, très "moral" mais très social... libéral sur les déficits publics, la dette, bien loin d'un vrai projet de gauche, également en matière d'immigration. Dimanche, nous dégagerons sans hésiter le futur expdg de la France en votant Hollande mais en ne lâchant rien !

* carton rouge à Laurence Ferrari pour son "Maghreb islamique" pour désigner l'Afrique du Nord !

Les Pirates allemands ont tenu leur congrès : 1 500 participants (pas de "mandats de délégués") sur 25 000 membres depuis le mois dernier. Des déclarations antisémites et nationalistes ont secoué depuis plusieurs mois ce parti. Des "cas isolés" selon certains, dont un membre de la direction. Deux Pirates, l'un niant l'holocauste, l'autre parlant de "juiverie internationale" ont posé leur candidature à la direction, le premier l'ayant retirée, le second maintenue. A main levée, sans bulletin "contre", les congressistes ont pris position : « *Le Parti des pirates d'Allemagne déclare que l'holocauste fait incontestablement partie de l'Histoire. Le contester ou le relativiser sous couvert de liberté d'opinion est contraire aux fondamentaux de notre parti.* » Die Linke, qui a établi des contacts avec les Pirates et dont des élus constituent localement des groupes communs, avait alerté sur cette situation. Le congrès a par ailleurs élargi le nombre de membres de la direction - la rotation annuelle étant maintenue avec candidature renouvelable - et entend, dans la perspective des élections au Bundestag se « *professionnaliser* », tout en conservant les fondamentaux de « *transparence* » et de « *démocratie de base* ». Ce sont ces valeurs que revendiquent bon nombre de membres et de sympathisants, qui prônent aussi un engagement "ni droite ni gauche". Analysant ainsi le succès croissant des Pirates, au détriment de die Linke, Gesine Lötzsch écrit (site Die Linke) : les Pirates « *veulent plus de transparence et de démocratie. Ce que nous voulons aussi. C'est dans notre programme. Mais nous n'obtenons pas le même impact public. Peut-être devons-nous moins à l'avenir aborder l'opinion publique avec une offre de solutions toutes prêtes et bien plutôt mettre en avant nos valeurs sur la base desquelles nous voulons construire avec les gens des solutions.* »

Cerises est édité
 par les Communistes unitaires
 Noyau de *Cerises*: Gilles Alfonsi
 Gilles Boitte, Michèle Kiintz
 Roger Martelli, Philippe Stierlin
 Catherine Tricot, Zarz
contact.cerises@gmail.com
www.cerisesenligne.fr